**Parti Communiste Français –
Fédération de Paris.**

CULTURE & POLITIQUE

.....

n°1 - MAI 2012

Des usages politiques de l'histoire

SOMMAIRE

L'édito..... p. 3

Le dossier p. 5

Points de vue p. 10

En contact ! p. 12

EDITO

LA REVOLUTION PASSE PAR LA CRITIQUE !

La « culture » a bon an mal an trouvé une place dans la campagne de premier tour, avec l'entretien de Nicolas Sarkozy dans *Le Point* du 16 mars, le rassemblement « Génération Création » du 18 mars au Cirque d'Hiver pour le candidat du parti socialiste François Hollande et la présentation du programme du « Front de Gauche pour l'art, la culture et l'information » au Bataclan le 02 avril dernier, après la série des « forums » qui se sont tenus dans toute la France au cours des derniers mois. Définie alternativement comme un secteur d'activités et d'investissements d'avenir, comme un monde immatériel des signes, symboles ou images, ou comme un espace du débat démocratique, cette « culture » dont parle le monde politique, dont il se sert et sur laquelle il agit, est plus que jamais une nébuleuse.

Ambition

Notre ambition est de contribuer à approfondir la réflexion communiste sur les enjeux politiques liés à « ces » cultures. On peut en distinguer au moins quatre : la culture telle qu'elle est définie et défendue par les autres forces politiques, c'est-à-dire par nos adversaires mais aussi par nos partenaires, la culture telle qu'elle est financée et administrée par le Ministère du même nom, la culture dont les grandes enseignes médiatiques et commerciales font la promotion, et enfin la culture telle qu'elle est pratiquée, discutée et en partie rêvée dans les milieux associatifs.

Pour ce faire, nous partons du principe que la culture, dès lors qu'elle réunit des réalités et des fantasmes aussi contradictoires, n'est pas une valeur en soi : elle n'est ni nécessairement bonne et juste, ni nécessairement progressiste et émancipatrice. Il s'agit d'examiner de façon critique chacun de ces usages

politiques de la notion de « culture » : quelle définition du terme ces usages façonnent-ils ? En quoi permettent-ils de défendre des intérêts politiques, ou pour le dire plus franchement, quel rôle jouent-ils dans la lutte de classes

Dans la pratique, nous avons décidé d'organiser trois fois par an, une soirée de conférences et de débats autour d'une question d'actualité où le discours politique et le discours sur la culture sont articulés. À la suite de ces rencontres, nous nous engageons à publier quelques articles afin de poursuivre et de diffuser le travail accompli grâce à une lettre électronique dont voici le premier numéro ! Nous espérons contribuer à rendre plus lisibles les enjeux de classe qui structurent les usages politiques de la culture, et ainsi permettre de renforcer le projet du PCF.

Présentation de ce premier numéro

Cette première lettre s'intéresse aux usages politiques de la culture historique. Au cours du mandat présidentiel de N. Sarkozy, les rapports entre la science et la culture historiques d'une part et la politique d'autre part ont été au cœur de luttes syndicales et de polémiques féroces.

Dans le désordre et sans exhaustivité, nous pensons aux emprunts discursifs de Nicolas Sarkozy à la culture historique de la gauche politique (Jean Jaurès, Léon Blum...), aux actions de célébration ou au contraire de dévalorisation de certaines figures historiques (Guy Môquet ou Mme de Lafayette), aux modifications autoritaires de l'enseignement de l'Histoire à l'école, des concours de recrutement et de la formation des enseignants, ou encore à la restructuration du Ministère de la Culture et en particulier à la liquidation de la Direction des Musées de France, enfin à l'ensemble des actions du pouvoir qui ont fait de l'identité nationale une valeur politique fondée sur le triptyque : un patrimoine - une religion - une langue. Il s'agit par exemple de la création du Ministère de l'identité nationale, du débat lancé par l'UMP sur le même thème, et de la volonté de créer un Musée de l'Histoire de France au sein même des bâtiments des Archives nationales, elles-mêmes redéployées et restructurées...

Sans avoir besoin de reconstituer la minute de ces actions, nous pensons qu'il s'est joué et se jouera encore un affrontement de classes autour de cet usage récurrent et obstiné d'une certaine culture historique au service de la promotion de la notion d'identité nationale.

Pour tenter d'éclairer cette question, nous avons invité lors de la soirée du 08 février dernier :

- Jean-Paul Demoule : professeur de protohistoire européenne à l'université de Paris I, ancien président de l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive (INRAP),

- Jean-Numa Ducange : Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Rouen,

- Adrien Tiberti : enseignant d'histoire et géographie dans un collège à Villepinte (93), militant syndical et politique.

Nous vous proposons ici trois textes qui s'inspirent des réflexions qui ont animé cette soirée : le « dossier » est le produit d'un travail collectif sur l'usage par l'actuel Président de la République, Nicolas Sarkozy de la notion « d'identité nationale ». Le nombre de voix obtenues par Le Pen au premier tour, la main tendue par l'UMP au FN et l'absence de condamnation ferme de ce résultat par le Parti socialiste démontrent l'urgence de mener une action critique radicale contre cette idéologie aux relents de pétainisme.

Les « points de vue » réunissent deux articles plus courts : Jean-Numa Ducange signe une réflexion la légitimité des usages politiques de l'Histoire et Adrien Tiberti revient sur la soirée intitulée « Le PCF, ses archives, son histoire », qui s'est tenue le 04 avril dernier, place du Colonel Fabien.

**Stéphanie Loncle,
Responsable du Réseau.**

LE DOSSIER

SARKOZY, PETAIN ET L'IDENTITE NATIONALE : LA BOURGEOISIE CHERCHE-T-ELLE A « INSTRUMENTALISER » OU A DETRUIRE L'HISTOIRE ? (Analyse critique du discours de N. Sarkozy au Puy-en-Velay)

Après avoir créé le Ministère de l'Identité nationale en 2007, puis l'avoir effacé en catimini en 2010, l'actuel Président de République et candidat à sa réélection Nicolas Sarkozy a relancé en 2011 la promotion de l'identité nationale au moment où l'UMP ouvrait le débat sur « la laïcité et la place de l'islam en France ». Dans son discours inaugural du 3 mars 2011, prononcé à l'occasion de sa visite de la cathédrale du Puy-en-Velay, il articule la notion d'identité, à celle de patrimoine culturel. Il développe cette idée dans un discours aux relents pétainistes, caractéristique d'une utilisation de la culture à des fins politiques qui est couramment dénoncée comme une « instrumentalisation » de l'Histoire.

Mais quel bénéfice politique le président de la République entendait-il tirer de ce type de discours ? Doit-on considérer que le représentant des intérêts de la grande bourgeoisie voulait utiliser l'Histoire pour renforcer sa domination politique et que cet usage politique l'Histoire est par principe illégitime ? Au contraire, n'a-t-il pas promu par ce discours et l'ensemble des actions auquel il fait écho une idéologie anti-historique ? Selon nous, ce n'est pas à une simple instrumentalisation de l'Histoire que nous avons assisté mais à une tentative de destruction de l'Histoire comme capacité de l'homme à exercer une réflexion critique sur le passé. Il s'agit alors de remplacer l'Histoire par une idéologie identitaire, non critique, qui propose aux Français d'adhérer à une vision figée du passé. Cette vision du passé est à la fois rassurante car elle offre aux individus l'illusion d'avoir des « racines » qui leur garantirait au présent une identité stable, et bien sûr aliénante dans la mesure où elle interdit toute perspective de transformation sociale.

« Le patrimoine culturel » : consensus autour d'une notion anti-historique.

L'ensemble du discours repose sur la mise en avant de la notion de « patrimoine culturel » français. C'est ce qui lui donne à la fois son pouvoir de séduction et sa dimension idéologique. En effet, la notion de patrimoine culturel fait *a priori* consensus dans la population : plusieurs décennies de valorisation institutionnelle d'une série limitée d'objets, textes et bâtiments du

passé au nom de la constitution et la préservation d'un « patrimoine », ont façonné en France un respect consensuel pour ces « choses » du passé.

On pourrait dater cette politique de la monarchie de Juillet et de l'action de Guizot en faveur de la constitution de musées et de monuments nationaux. Faire appel à cette notion, c'est s'appuyer politiquement sur un

consensus marqué sur le plan idéologique par des emprunts au vocabulaire notarial de la bourgeoisie : la notion de patrimoine appelle en effet celles de transmission, d'héritage, de propriété et même d'indivis que Nicolas Sarkozy utilise de façon récurrente dans ce même discours.

Dans cette construction idéologique de l'identité nationale, l'héritage joue un rôle majeur. C'est le maître mot du discours du Puy-en-Velay qui permet à N. Sarkozy d'interdire toute contestation : en effet, l'héritage ne se discute pas, il est dû. Le vocabulaire notarial est ainsi mis à contribution : valeurs, obligations, « indivis » associé à celui de la bourgeoisie réactionnaire : mérite, tradition, racine, respect.

Le socle du discours du Puy-en-Velay est donc emprunté à l'arsenal théorique de la bourgeoisie libérale du XIX^e siècle, celle qui cherche à occulter par tous les moyens le péché originel de son mode d'accession au pouvoir : la lutte des classes et sa première révolution.

Il s'agit alors de légitimer le libéralisme en traitant ses institutions comme des productions de la « nature » : la propriété privée et l'identité individuelle définie comme propriété de soi sont présentées comme des évidences « naturelles », de même que le marché et ses aléas. Sur ce modèle de l'identité individuelle, privée de soi, elle définit alors une identité collective indépassable, intangible : l'identité nationale. Pour la bourgeoisie, ce sont là les seuls et éternels acteurs du passage du temps.

On voit bien que c'est l'Histoire qu'il s'agit alors de détruire et de remplacer : occulter le processus historique qui a permis l'institution de cette nouvelle société libérale est la condition

essentielle du maintien éternel de cette bourgeoisie, historiquement définie, au pouvoir. Or le « patrimoine culturel » n'est pas plus une réalité ou une valeur naturelle, sans histoire, que « la propriété privée » et « l'identité de l'individu » : ces notions sont au contraire les piliers idéologiques d'une bourgeoisie dont le pouvoir est historiquement déterminé et donc aussi amené à être dépassé. L'attachement consensuel à ces notions n'est pas la preuve de leur véracité et n'impose pas le respect : c'est au contraire la mesure de la réussite de l'entreprise idéologique de cette bourgeoisie en France et il doit être critiqué dans le même élan que celui que l'on met à tous les combats que l'on mène contre elle.

Dans son discours, Nicolas Sarkozy s'appuie sur ce consensus pour pousser jusqu'au bout la logique idéologique qui prévaut à l'utilisation de la notion de patrimoine : il s'agit de la substituer à celle d'Histoire en jouant sur la confusion entre passé et Histoire. Sarkozy en fait même un point d'autorité : qui ne veut pas parler de patrimoine, n'est pas légitime à parler du passé : « Ne pas s'occuper du patrimoine, c'est trahir l'histoire d'un pays ».

Or, on l'a vu, la notion de patrimoine n'est pas une notion d'Histoire, c'est un objet d'Histoire : c'est-à-dire que l'Histoire a le pouvoir d'interroger l'apparition de cette notion et des pratiques qu'elle légitime. On comprend pourquoi, pour Nicolas Sarkozy et la droite française faire de l'Histoire c'est trahir le consensus, c'est trahir le passé, c'est trahir la bourgeoisie qui a façonné ce pays. C'est ébranler sa domination culturelle.

L'idéologie contre la science.

Dans le droit fil de la démonstration qui vient d'être faite sur la notion de patrimoine, on peut constater que l'ensemble du discours du Puy-en-Velay est une attaque en règle contre le fondement scientifique et donc critique de l'Histoire. Il s'agit d'une tentative de dévalorisation et de destruction de toute approche critique du passé d'une nation. Cette charge contre l'Histoire passe par plusieurs glissements sémantiques et beaucoup de dérapages (contrôlés).

Le tout premier glissement sémantique est l'assimilation de l'Histoire à la notion de patrimoine, qui permet ensuite de promettre un héritage et d'accuser de trahison ceux qui ne s'y plient pas. Ces valeurs structurant l'identité nationale sont là pour imposer un premier axiome idéologique de droite : l'esprit critique n'est pas une bonne idée. Parce que cet héritage serait indivisible, « indivis » selon Sarkozy s'appuyant sur la pensée de Renan, elle ne peut se discuter, elle doit donc s'assumer sans critique. C'est une attaque contre les historiens et leur

approche critique : le président Sarkozy enjoint la nation d'« assumer intellectuellement et moralement » cet héritage, sans donner aux chercheurs en sciences humaines un rôle spécifique. S'ils portent la critique contre ce consensus, ils seront des traîtres.

Ces attaques contre l'esprit critique ont des relents pétainistes. Pétain, qui s'appuyait déjà sur un vieux fond réactionnaire, consensuel et bourgeois, se lance ainsi dans son discours du 15 août 1940 à propos de l'Éducation nationale, dans une attaque en règle contre les théoriciens et les encyclopédistes : « Nous nous attacherons à détruire le funeste prestige d'une pseudo-culture purement livresque, conseillère de paresse et génératrice d'inutilités ». « Elle continuera (l'Éducation) comme par le passé, cela va sans dire, à enseigner le français, les éléments des mathématiques, de l'histoire, de la géographie, mais selon des programmes simplifiés, dépouillés du caractère encyclopédique et théorique ».

L'idéologie identitaire

En second, une fois que la notion de patrimoine a obligé chacun à assumer le passé comme un héritage, c'est-à-dire à se départir de toute attitude critique envers ce passé et sa représentation, il est aisé d'imposer aussi sans aucune critique l'idée qu'il existe « des origines de la France » et qu'elles sont le fondement légitime de l'identité nationale. Nicolas Sarkozy évoque alors

sans détour le projet de la Maison de l'Histoire de France¹.

¹ Le PCF s'est prononcé contre sa mise en œuvre en octobre 2011 et soutient ainsi le positionnement de la première organisation syndicale du Ministère de la Culture, la CGT-Culture sur ce projet. Le candidat à la présidentielle et les candidats aux législatives soutenus par le PCF et présentés dans le cadre du Front de gauche se sont engagés à poursuivre leurs actions dans ce sens.

Qu'apporte cette idée des origines ? Elle permet à la fois de rassurer et de diviser la population. On retrouve le double effet d'un discours idéologique à la fois puissant et dangereux : plaire tout en menaçant, formule infaillible de tout projet d'aliénation. Légitimer l'existence d'une identité nationale à partir de la notion d'héritage permet à la droite d'offrir, à peu de frais, à la population ce qu'elle cherche à posséder : la certitude d'une existence légitime dont l'origine est si lointaine et le temps si long qu'elle est promise à l'éternité. Il affirme ainsi que « (notre patrimoine) inscrit notre pays dans le temps long d'une histoire multiséculaire ».

Ce fantasme identitaire a même le pouvoir de susciter l'adhésion de ceux qu'il exclut de la nationalité : le chef de l'État décline ainsi les autres « identités » qui peuvent coexister, ou s'adjoindre à l'identité nationale qui est pour lui, faut-il le préciser, chrétienne et blanche. Les Juifs, les Protestants, et même les philosophes des Lumières peuvent trouver leur place dans cette mosaïque dès lors qu'ils acceptent le dogme de l'identité. Nicolas Sarkozy insiste : « L'identité n'est pas une pathologie. [...] Sans identité, il n'y a pas de diversité, [...] à l'origine de la

Feu contre la critique.

Voilà les seuls véritables exclus de cette identité nationale : l'ennemi n'est pas celui qui a la mauvaise couleur de peau ou la mauvaise religion – celui-ci a droit à une place, communautaire en marge, voire en complément ou en soutien de l'identité nationale -. L'ennemi est celui qui refuse d'avoir une identité, qui refuse de considérer qu'il a toujours existé et qu'il existera toujours, celui qui comprend que son être est essentiellement défini par son

diversité, il y a les identités et que ce n'est pas faire preuve de fermeture que de croire en son identité pour mieux la faire partager avec les identités des autres. Mais si on ne croit pas à sa propre identité, comment peut-on partager avec celle des autres et comment même peut-on recevoir les identités des autres ? Il ne faut pas opposer identité et diversité. Il faut comprendre que pour qu'il y ait de la diversité, il faut qu'il y ait le respect de l'identité. »

Ce qu'il faut inculquer c'est l'adhésion au principe identitaire : cela passe par la promesse faite à chacun d'un héritage, d'une origine ancestrale, d'une existence éternelle, et d'un consensus national. « N'opposons pas les uns aux autres. Il y a un continuum. Il y a une addition qui fait l'identité si particulière de la France », répète Nicolas Sarkozy qui porte le soupçon sur la santé psychique de tous ceux qui préfèrent le dissensus au consensus, l'esprit critique à l'adhésion religieuse, le doute à la certitude : « l'ignorance de soi conduit rarement à l'estime de soi [...] Qu'ils occultent leur passé, qu'ils nient tout ou partie de leur identité et ils courent le risque de voir un jour ressurgir ce qu'ils ont refoulé mais sous une forme inquiétante ».

action historique et finie, et qui sait qu'il ne possède rien d'autre que sa capacité d'agir et de critiquer.

En somme, c'est l'« individu marxiste » qui est l'ennemi, cet « individu historique » qui n'a ni racine ni identité, mais des capacités naturelles, historiques et psychiques qu'il met au service du développement de lui-même et la société dans laquelle il est né. L'individu marxiste est bien celui qui menace ce « patrimoine » que le chef de

l'État appelle à protéger : « c'est protéger l'héritage de la France et c'est résister, mes chers compatriotes, à la dictature du présent, à la dictature de l'immédiat et oserais-je dire, à la dictature de l'interchangeable où tout se vaut, où rien ne se mérite plus, où tout à la même valeur ». Tout ce qu'il fustige renvoie ici à la pensée critique et à son universalité qui repose sur la certitude de la relativité historique de l'humanité.

Pas étonnant qu'on ne trouve pas trace de la Révolution française dans ce discours : n'est-ce pas l'œuvre historique d'individus qui se sont émancipés de l'idée même d'une identité ? Identité royale de la nation, identité de sujets pour les hommes du « peuple de France ». À ce mouvement historique qui a permis à la bourgeoisie de devenir dominante, celle-ci préfère s'inventer une origine royale et

religieuse, intangible par essence. Nicolas Sarkozy situe ainsi l'origine de la France au sacre de Clovis conférant ainsi à l'identité nationale une légitimité divine qui s'oppose à la construction historique de la nation sur la souveraineté populaire, qui par principe peut à tout moment remettre en cause son soutien.

Pour la bourgeoisie, le peuple en actions est une menace s'il n'est pas fidèle à l'identité que la bourgeoisie lui assigne. C'est le sens profond de ce discours. Cette culture de la dévotion aux classes dominantes est parée de tous les mots de la soumission : sagesse, tradition, valeurs, mérite. Il n'y a plus à s'étonner dans ce galimatias idéologique que la France ait une « âme » évidemment : « ... il est évident que la France a aussi une âme » est le mot de la fin de ce discours.

Conclusion.

On parle souvent d'instrumentalisation de l'Histoire pour dénoncer les discours de Nicolas Sarkozy sur le passé et sur l'identité nationale. Mais il est plus juste de considérer que le chef de l'État et à travers lui la bourgeoisie cherchent à détruire l'Histoire comme réflexion critique sur le passé, pour lui substituer une idéologie, c'est-à-dire un ensemble de discours et de représentations cohérent mais dépourvu de rapport avec la réalité.

L'identité nationale est une idéologie et non une instrumentalisation de l'Histoire : elle n'utilise pas de l'Histoire, elle détruit l'idée même d'Histoire. Elle occulte la causalité historique, la réalité et ses contradictions : elle remplace cela par des superpositions temporelles, par des images composées, auxquelles elle cherche à faire adhérer la population par le plaisir que leur cohérence et leur simplicité suscitent, par l'impression rassurante d'éternité et de proximité qui procure l'attribution à chacune et chacun d'une place légitimée à condition qu'elle soit définitive, stable, éternelle. L'identité nationale fragmente la nation en autant de communautés identitaires qu'il est nécessaire, comme le libéralisme fragmente l'individu en autant d'identités privées de soi. L'un et l'autre assurent l'exclusion de ceux qui s'y refusent. La force de cette idéologie anti-historique est également sa faiblesse : en figeant l'existence des individus et des nations, elle ne permet pas de concevoir le mouvement historique, qui est pourtant inéluctable.

N.B. : Les discours de N. Sarkozy et de P. Pétain qui sont cités sont disponibles sur les sites : <http://www.elysee.fr/president/les-dossiers/culture/puy-en-velay-mars-2011>
<http://www.marechal-petain.com/appe107.htm>

POINTS DE VUE

LES USAGES POLITIQUES DE L'HISTOIRE SONT-ILS NECESSAIREMENT ILLEGITIMES?

(J.-N. Ducange, Université de Rouen)

Quels usages politiques de l'histoire ? Sans difficultés ni doutes, tout le monde sera d'accord aujourd'hui pour condamner les instrumentalisation grossières de l'histoire visant à justifier un socle identitaire et acritique à l'égard de l'histoire des résistances et dominations. La dénonciation de la mobilisation des références historiques par des courants politiques est certes toujours nécessaire pour exercer une saine vigilance à l'égard de ceux pour qui l'histoire n'est qu'une succession d'événements triés sur le volet, permettant de justifier tout et son contraire. La réponse progressiste à ces instrumentalisation ne doit pas pour autant s'y limiter car le travers inverse existe également : en pointant uniquement la façon dont le pouvoir utilise l'histoire pour justifier par exemple ce qu'il entend par "identité nationale", le risque est de laisser entendre que tout usage politique de l'histoire est et a été nécessairement instrumental et manipulateur. Cela permet d'éviter la question cardinale du manque de perspective historique manifeste de la plupart des courants progressistes, voire d'éviter de se demander pourquoi à l'ère des certitudes a succédé une « histoire en miettes », peu à même de permettre le renouveau de la pensée politique contemporaine.

Entendons-nous nous bien sur la perspective historique : il ne s'agit pas de célébrer un passé glorieux opposé à un présent déprimé, mais de situer les expériences historiques dans leur temps et leur conjoncture pour mieux saisir les positions de chacun (courant communiste, « socialisme historique »...) dans le moment actuel, réflexion qui ne saurait faire l'économie d'une analyse rigoureuse et distanciée. Il y a des combats qu'il faut comprendre sur le long terme, et non pour uniquement se remémorer des moments fondateurs. La prise de distance avec ce type de démarche qui caractérise la plupart des discours politiques aujourd'hui, que d'aucuns pourront rapprocher d'un « présentisme » forcé caractéristique d'une époque où les lendemains paraissent sombres, n'est-elle pas d'ailleurs symétrique au manque de réflexion stratégique ?

Puisque nous parlons ici d'histoire, prenons l'exemple de l'influence du marxisme sur le long terme. Il est certes aisé de repérer avec le temps tout ce qui a été affirmé de façon péremptoire voire dogmatique : pourquoi ne pas également essayer de comprendre dans quel cadre historique et politique ces certitudes étaient affirmées? Un historien confirmé m'a confié un jour qu'il regrettait certains propos mais qu'il n'avait rien à renier de la démarche globale, qui visait à insister sur la nécessaire prise en compte de l'histoire économique et sociale et du rôle des « classes subalternes » à l'échelle de plusieurs siècles, à un moment où celles-ci étaient fort peu présentes dans les récits historiques les plus classiques. Certes, c'est peu de dire que l'influence du marxisme a reculé mais on peut constater aussi que l'écriture de l'histoire des sociétés ne peut que difficilement s'envisager désormais sans une prise en compte des mondes populaires et de leur influence, fût-ce pour la minorer ou la critiquer. Les exemples à prendre pourraient être très différents et ils sont nombreux : il ne s'agit ni d'instrumentaliser ni de dire que les politiques ne doivent pas se mêler d'histoire, mais de prendre acte qu'il existe des correspondances dont on peut difficilement se passer pour tenter de définir un horizon alternatif à l'ordre dominant.

Ainsi formulée, la chose peut sembler un vœu pieux. Et il ne suffit certes pas d'affirmer que la connaissance historique éclaire l'action... encore faut-il pas non plus être convaincu de l'exact contraire et que l'activisme se suffit à lui-même. Un dialogue constructif entre histoire scientifique et militants paraît encore possible. Cela suppose des lieux et des moments où tous peuvent se retrouver ; ils existent déjà – ce dont témoigne le travail de la présente commission – certes de façon probablement trop marginale pour le moment... Mais les attentes sont fortes, de part et d'autre.

LE PCF, L'HISTOIRE DU PCF ET LES HISTORIENS.

**(Adrien Tiberti,
professeur
d'Histoire et de
Géographie,
militant PCF et
SNES).**

La présentation des livres de Bruno Fuligni, *La France Rouge*² et de Frédéric Genevée, *La Fin du Secret*³, était le prétexte de cette rencontre. En effet, le PCF a fait le choix, il y a longtemps désormais, de rendre ses archives publiques en les déposant à Bobigny aux archives départementales de Seine-Saint-Denis. C'est un choix politique car les archives de notre Parti sont privées et rien ne nous oblige à les communiquer. La Seine-Saint-Denis était le lieu idéal puisque s'y trouvent également les archives de la CGT et celles de *L'Humanité*. Ainsi tous les historiens peuvent travailler librement sur nos archives. C'est le signe le plus évident que nous avons renoncé à être les seuls historiens de notre propre Histoire. Nous sommes la seule organisation politique à avoir fait ce choix. Et cela rend encore plus ridicules les discours sur la fermeture, le stalinisme et autres billevesées dont on nous assaille en permanence sans voir que bien des traits qu'on nous prête sont ceux de nos adversaires... Il est aussi intéressant de montrer que de nombreuses grandes entreprises ont préféré louer les services de jeunes et impécunieux historiens pour fabriquer de magnifiques plaquettes au contenu contrôlé sur leur propre Histoire sans que les professionnels de l'indignation médiatique ne s'en émeuvent.

Ainsi donc nos archives sont ouvertes, les historiens travaillent et publient (et certains sans y jeter un coup d'œil). Mais en offrant à d'autres la possibilité de faire notre Histoire, nous avons également renoncé nous-mêmes à faire de l'Histoire. Or l'un n'implique pas nécessairement l'autre. Le temps du manuel d'Histoire du PCF est derrière nous et même loin derrière nous puisque la dernière édition date de 1964. Nous en portons, paraît-il, encore le fardeau et ce manuel serait encore la preuve irréfutable de notre volonté jamais reniée d'instrumentaliser les intellectuels (ici les historiens). Cependant, dans les années 70 et 80, les communistes et notamment les historiens communistes ont travaillé et produit de l'Histoire avec humilité certes, mais aussi avec la conscience de la nécessité

² Bruno Fuligni, *La France rouge, un siècle d'histoire dans les archives du PCF 1871-1989*, aux éditions Les Arènes.

³ Frédéric Genevée, *La fin du secret, histoire des archives du PCF*, aux éditions de l'Atelier.

d'engager un dialogue avec les non-communistes, y compris sur des questions aussi sensibles politiquement que notre propre Histoire. C'est depuis le début des années 90 que nous avons totalement renoncé à faire de l'Histoire et si ce choix politique fonde l'ouverture de nos archives, il pose quand même un problème théorique.

En effet, toute pensée politique est nécessairement une pensée historique, nos textes de Congrès sont truffés de références historiques, *L'Humanité* consacre à l'Histoire une place importante dans ses pages. Ce renoncement semble donc un peu hypocrite ou pour le moins handicapant. Comment le PCF, ses militants, notamment ceux qui sont historiens, peuvent-ils entrer en dialogue avec les historiens qui travaillent sur l'Histoire du PCF ou plus largement du mouvement communiste et ouvrier ? Quelles analyses les communistes peuvent-ils apporter à la communauté historienne dans son ensemble justement parce qu'ils sont communistes ? L'Histoire n'est-elle pas aussi, à un moment donné, quand les faits sont établis et reconnus par tous, un champ d'affrontement idéologique où nous avons notre place non pas pour asséner des vérités mais pour porter des contradictions ?

Ainsi il est peut-être temps que les communistes se mettent à nouveau à réfléchir ensemble pour donner leurs éléments d'interprétation de l'Histoire du PCF, du mouvement ouvrier et de la société française, en toute humilité et sans volonté de contrôle de quoi que ce soit. Cela donnerait peut-être sens à nouveau à notre relation aux intellectuels.

EN CONTACT

Actualités politiques

La fédération de Paris du PCF est entièrement mobilisée pour empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à un second mandat, qui serait synonyme de régression sociale et de haine, à l'heure où notre peuple et les autres peuples d'Europe et du monde ont besoin d'une politique de progrès social et de solidarité.

Sans condition, nous appelons à voter pour le candidat de gauche arrivé en tête au 1^{er} tour : François Hollande. Sans concession, nous chercherons à imposer, au moyen de toutes nos forces militantes, une politique au service de l'égalité, de la justice sociale et de la paix.

Pour nous contacter

Pour participer à nos travaux, recevoir automatiquement les numéros de « Culture et Politique », ou être invité(e) à nos soirées de conférences, écrivez-nous à : culture.politique@gmail.com

Rejoignez le PCF !

Pour être informé(e) des activités du PCF à Paris, ou pour rejoindre le PCF, envoyez vos coordonnées à :

PCF - Fédération de Paris
2, place du colonel Fabien 75019 - Tél.: 01 44 83 85 15
bienvenue@paris.pcf.fr - www.paris.pcf.fr